

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 FÉVRIER 1906.

Projet de loi approuvant le traité de commerce et de navigation conclu,
le 12 février 1906, entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DE BÉTHUNE.

MESSIEURS,

Pendant une longue série d'années, nos relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie furent régies par le traité de commerce du 23 février 1867, qui fut prolongé par l'acte de réconvention après l'expiration du terme pour lequel il avait été conclu.

Cette situation précaire prit fin par la conclusion du traité signé le 6 décembre 1891, en même temps que le traité avec l'Allemagne, qui porte la même date et s'inspire des mêmes principes.

A cette époque, nos échanges avec la monarchie autrichienne s'élevaient à une cinquantaine de millions. Sous le bénéfice du traité du 6 décembre 1891, ce chiffre s'est élevé, pour 1904, à 81,429,000 francs, dont 35,351,000 francs pour les importations et 46,078,000 pour les exportations.

Ces chiffres concernent le commerce général. Pour le commerce spécial, ils se réduisent à 10,340,000 francs (importations) et à 19,692,000 francs (exportations).

On remarquera l'importance de notre transit à travers la monarchie austro-hongroise et celle du transit des produits autrichiens par la Belgique. D'après nos statistiques, les principaux articles de provenance autrichienne qui transitent par la Belgique sont les œufs, les viandes et les peaux brutes ou

(1) Projet de loi, n° 90.

(2) La Commission, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. BERTRAND, CARTON DE WIART, DE BÉTHUNE, GIROUL, HOÏOIS et POLET.

ouvrées, tandis que les importations directes dans notre pays portent principalement sur les bois, les teintures et les couleurs.

Les armes, les fils et tissus divers, les matières textiles brutes alimentent surtout nos exportations vers l'empire austro-hongrois, et les mêmes produits avec les machines, le matériel de tramways, les minéraux bruts, la mercerie et la quincaillerie forment l'objet principal de notre commerce de transit à travers l'Autriche, vers les Balkans et l'Orient.

Pour apprécier exactement la situation, il importe toutefois de considérer que les statistiques autrichiennes ne concordent pas entièrement avec les nôtres. Ainsi, tandis que nous évaluons notre commerce spécial avec l'Autriche-Hongrie, pour 1904, à 19,692,000 francs pour nos exportations, les statistiques autrichiennes les évaluent à 36,954,000 couronnes, et la même différence existe pour les importations d'Autriche en Belgique que nous renseignons pour un total de 10,340,000 francs, tandis que l'Autriche accuse 19,078,000 couronnes.

Sans doute, ces constatations divergentes sont dues à la manière différente dont sont dressées les statistiques. Toutefois, il est probable que notre commerce avec l'Autriche est plus important que ne l'indiquent nos propres chiffres, et qu'une quantité assez considérable de produits austro-hongrois nous parviennent avec l'étiquette et sous le couvert de commerçants allemands.

Quoi qu'il en soit, les chiffres que nous venons de discuter témoignent de l'importance de nos relations économiques avec l'Autriche-Hongrie et du progrès que leur a imprimé le traité du 6 décembre 1891.

Cet acte diplomatique a été dénoncé l'an dernier par le Gouvernement Impérial et Royal; c'était la conséquence naturelle et prévue de la dénonciation par l'Empire allemand du traité conclu à la même date.

Nos relations avec le Zollverein sont aujourd'hui régies par le traité du 22 juin 1904, et le traité austro-belge du 12 février 1906 vient compléter heureusement cet arrangement; nos relations économiques avec les deux grands empires de l'Europe centrale sont ainsi rétablies, pour une nouvelle période de douze années, sur le pied de stabilité qui leur a été si avantageuse pour la période de 1892 à 1903.

Pour le surplus, les arrangements austro-belges présentent avec le traité belgo-allemand quelques divergences qui méritent d'être signalées.

La forme d'abord diffère. Le traité du 22 juin 1904 entre la Belgique et l'Allemagne constitue un traité additionnel au traité du 6 décembre 1891 et se borne, en conservant le cadre de ce dernier acte, à y insérer les innovations de principe et les tarifications nouvelles adoptées par les contractants. Au contraire, le traité austro-belge constitue une refonte générale des dispositions qui régiront désormais les relations des deux pays, sans références au texte du traité abrogé.

L'œuvre des négociateurs du traité belgo-allemand apparaît ainsi sous des dehors plus traditionnalistes et peut-être plus conformes au régime de stabilité que l'on désire instaurer en matière économique, tandis que la forme extérieure du traité conclu avec l'Autriche-Hongrie est plus élégante et plus facile.

Au fond, le traitement général et réciproque de la nation la plus favorisée constitue la base de l'acte du 12 février 1906, comme de celui du 6 décembre 1891. Mais les applications de ce principe sont plus nombreuses, plus précises et plus développées dans la nouvelle convention que dans l'ancienne.

Ainsi l'article 2 du traité du 12 février 1906 introduit une disposition qui ne se retrouve pas dans le précédent. Aux termes de celle-ci, les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts sur les territoires de l'autre de tout service militaire dans l'armée régulière, la marine, la milice et la garde civique; d'autre part, en matière de prestations militaires, ils seront traités comme les nationaux.

L'article 3 du traité stipule l'égalité réciproque de traitement des produits du sol et de l'industrie des deux pays destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit au transit. En outre, cette disposition attribue le bénéfice exprès de la clause de la nation la plus favorisée sous les deux exceptions suivantes :

1° La faculté pour chacune des deux parties d'accorder des facilités au trafic local des districts-frontières; une disposition de même nature figure dans notre traité avec l'Allemagne (article 8).

2° Les obligations imposées aux parties par les engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

Cette double réserve correspond aux desiderata formulés par le rapport de la Commission de notre Conseil supérieur de l'industrie et du commerce sur le renouvellement des traités de commerce, adopté par cette assemblée dans sa séance du 12 juin 1901.

« Toute faveur, toute immunité et toute réduction du tarif des droits d'entrée que l'une des Parties contractantes accordera à une tierce Puissance », ainsi s'exprime ce rapport, « devra être étendue immédiatement et sans condition aux produits de l'autre. La seule exception admissible serait la réserve pour la constitution d'associations douanières. Celles-ci servent à resserrer les liens économiques entre les peuples et sont donc un acheminement vers le libre échange universel. Elles élargissent la base d'opération de l'industrie. »

Cette réserve, qui se retrouve dans le traité du 6 décembre 1891, répondra aussi aux préoccupations des savants, comme le Dr Julien Wolf et le Dr T. Bödiker, qui, sur un terrain d'ailleurs purement scientifique et théorique, se sont faits les apôtres de l'Union économique de l'Europe centrale.

Le rapport précité du Conseil supérieur de l'industrie et du commerce justifie également la clause relative aux facilités à accorder aux États limitrophes pour le trafic local : « Des dispositions spéciales, pour faciliter le trafic frontière », dit ce document, « doivent pouvoir être prises. »

A l'article 4 du traité sont annexés deux tarifs *A* et *B*, énumérant le taux maximum des droits d'entrée à percevoir, de part et d'autre, sur les produits y dénommés.

Le tarif *A* règle les droits à percevoir en Belgique sur les produits autrichiens, tels que l'amidon, les animaux de race ovine, les volailles, les bières, les bois de chêne, les fils de lin, la lingerie, les meubles en bois tourné, le

papier, les sels médicinaux et autres produits similaires, certains feutres, le gibier et la volaille tué, etc. Pour la presque totalité de ces articles, le traité se borne à consolider les situations existantes.

En ce qui concerne le tarif *B* (importations belges en Autriche-Hongrie), nous obtenons soit la consolidation, soit une réduction des droits inscrits dans le tarif général austro-hongrois. Tel est le cas pour les raisins et les fruits frais, la volaille, les huîtres et homards, la stéarine, les huiles diverses, les extraits de viande, les fils et tissus divers, les cuirs industriels, les verres, les plaques de marbre et de calcaire, les machines agricoles.

L'Exposé des motifs fait remarquer à bon droit que, à côté de ces articles, il en est d'autres qui intéressent également l'exportation belge et pour lesquels le Gouvernement austro-hongrois a déjà concédé conventionnellement des avantages à l'Allemagne. Ces avantages nous sont acquis en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

Mais, en outre, pour certains produits, nous obtenons des avantages que ne concédait pas le traité austro-allemand. Tels sont, sous la rubrique : « plantes vivantes, même en pots ordinaires, en baquets ou similaires », les palmiers, les lauriers, les azalées des Indes, les plants forestiers. Cette concession sera favorablement appréciée par l'horticulture flamande.

Le traité nous assure également des réductions nouvelles pour certaines spécialités de l'industrie liégeoise, telles que les carabines, les revolvers, les fusils et les pièces détachées d'armes à feu.

L'article 5 vise les droits différentiels existant en Autriche-Hongrie, et l'article 10 les octrois intérieurs et les accises; ces dispositions se trouvaient déjà dans le traité du 6 décembre 1891 ou le protocole final y annexé.

Les articles 7 et 9 ont rapport au transit : ce dernier article contient une stipulation nouvelle destinée à faciliter le transit des armes et munitions.

L'article 8 est la reproduction d'une disposition du traité du 6 décembre 1891; il prévoit la situation résultant des monopoles d'État existants ou qui pourraient être créés et d'autres dispositions relatives à la police sanitaire et vétérinaire, au cas de guerre, etc.

Ces diverses dispositions sont conformes aux principes généralement admis en droit international.

L'article 11 règle la situation des voyageurs de commerce. Les deux derniers paragraphes de cet article constituent une adjonction aux dispositions du traité du 6 décembre 1891. Ils sont conçus comme suit :

« La réexportation des échantillons devra être garantie dans les territoires des Parties contractantes à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

» Les ouvrages en métaux précieux qui, après l'accomplissement des formalités relatives à l'importation temporaire et moyennant le versement d'un cautionnement correspondant à la valeur commerciale de la marchandise, sont importés par les voyageurs de commerce uniquement en vue d'être exhibés comme échantillons et qui ne peuvent conséquemment entrer dans la libre circulation seront, à la demande des intéressés, dispensés de l'obliga-

tion du poinçonnage pour la garantie du contrôle des ouvrages en métaux précieux. Le cautionnement versé pourra être confisqué en cas de non-réexportation des échantillons dans les délais prescrits. »

Les autres dispositions relatives aux voyageurs de commerce reproduisent, en les précisant, notamment au point de vue des articles de consommation importés comme échantillons, les stipulations du traité antérieur.

Les articles 12 et 14 constituent d'utiles innovations. Aux termes du premier, les sociétés, y compris les sociétés d'assurance, valablement constituées dans les deux pays, bénéficieront d'un régime de réciprocité. Les deux États se promettent de négocier une convention sur la propriété industrielle et conviennent en attendant de maintenir le régime en vigueur relativement aux marques de fabrique et de commerce.

Le traitement réservé au pavillon national et les attributions consulaires en matière maritime sont réglés par les articles 13 et 16 conformément au précédent traité du 6 décembre 1891.

Mais l'article 15 introduit une innovation utile en réglant, conformément aux principes généralement admis aujourd'hui en droit international, la matière des exemptions et immunités consulaires.

L'article 17 stipule que le présent traité s'étend aux pays qui appartiennent actuellement ou appartiendront à l'avenir au territoire douanier de chacune des Parties contractantes.

L'article 18 soumet à l'arbitrage les difficultés relatives à l'interprétation ou à l'application du présent traité. Il est conçu comme suit :

« S'il s'élevait entre les Parties contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application des tarifs *A* et *B* annexés au présent traité, y compris les dispositions additionnelles relatives à ces tarifs ou sur l'application en fait de la clause de la nation la plus favorisée à l'égard de l'exécution des autres tarifs conventionnels, le litige, si l'une des Parties contractantes en fait la demande, sera réglé par voie d'arbitrage.

» Pour chaque litige, le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante : chacune des Parties contractantes nommera comme arbitres, parmi ses ressortissants, deux personnes compétentes qui s'entendront sur le choix d'un surarbitre, ressortissant d'un État tiers ami. Les Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période à déterminer, la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de surarbitre.

» Le cas échéant, et sous la réserve d'une entente spéciale à cet effet, les Parties contractantes soumettront aussi à l'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre Elles au sujet de l'interprétation et de l'application d'autres clauses du présent traité que celles prévues à l'alinéa premier.

» En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage dans les cas prévus à l'alinéa premier et troisième du présent article, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

» Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans les territoires de la Partie contractante défenderesse; au second cas, dans les territoires de l'autre Partie, et ainsi de suite, alternativement dans les territoires de chacune des Parties contractantes. Celle des Parties sur les territoires de

laquelle siégera le tribunal désignera le lieu du siège; elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaires pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

» Les Parties contractantes s'entendront soit dans chaque cas d'arbitrage, soit pour tous les cas, sur la procédure à suivre par le tribunal. A défaut de cette entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit si aucune des Parties n'élève d'objections. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

» Pour la transmission des citations à comparaître devant le tribunal arbitral et pour les commissions rogatoires émanées de ce dernier, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au Gouvernement compétent, leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent lorsqu'il s'agit de réquisitions des tribunaux civils du pays.

» Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. A défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 29 juillet 1899, sera appliqué. »

Ces dispositions sont conformes à l'article 12a du traité du 22 juin 1904 avec l'Empire allemand. Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement s'est efforcé d'introduire, dans les traités d'arbitrage conclus l'année dernière avec divers États, un principe similaire en matière de réclamations pécuniaires. Il y a lieu de remarquer, dans le texte qui nous est soumis, la précision de la procédure d'arbitrage. Cette précision est la meilleure garantie du bon fonctionnement de la clause arbitrale.

Le traité doit entrer en vigueur le 1^{er} mars 1906; son adoption est donc très urgente; il restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

Les parties contractantes se réservent toutefois la faculté de dénoncer douze mois avant le 31 décembre 1915 le présent traité, auquel cas il cessera d'être en vigueur le 1^{er} janvier 1916. Si aucune des parties contractantes ne faisait usage de cette faculté et n'avait notifié douze mois avant le 31 décembre 1917 son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurerait exécutoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aurait dénoncé.

En principe, l'échéance du traité est donc la même que celle du traité du 22 juin 1904 avec l'Allemagne. Mais tandis que l'échéance du 31 décembre 1917 constitue pour l'Allemagne un minimum obligatoire, le traité austro-hongrois réserve aux parties la faculté de dénonciation pour l'échéance du 31 décembre 1915.

Il est à espérer qu'il ne sera pas fait usage de cette faculté et que l'échéance des traités de l'Europe centrale continuera à coïncider, dans l'intérêt du commerce continental.

Au texte du traité est joint un protocole de clôture portant la même date et soumis également à l'approbation de la Législature.

La disposition la plus importante de ce protocole final est l'addition à

l'article 4 du traité stipulant, sous une forme similaire à celle du traité belgo-allemand, les conventions du calcul et de la convertibilité des droits *ad valorem* de notre tarif actuel. Toutefois, le Gouvernement austro-hongrois réduit à quatre articles du tarif son intérêt dans les négociations relatives à la transformation en droits spécifiques de nos droits *ad valorem*. Ici encore la procédure de l'arbitrage s'indiquait, et nous nous réjouissons d'en voir consacrer l'application par le traité.

D'autres dispositions garantissent l'Autriche-Hongrie contre une augmentation trop forte des droits sur les bois de chêne sciés et permettent aux importateurs austro-hongrois le choix entre les droits de notre tarif général et ceux du tarif A, annexé au traité.

Enfin, le mobilier et les effets personnels, y compris les outils, pourvu que ces objets portent des traces d'usage, seront admis réciproquement en franchise lorsque leurs propriétaires viennent s'établir dans les territoires respectifs des deux pays.

Ces diverses dispositions du protocole de clôture sont rattachées aux articles 1 et 4 du traité, dont elles feront ainsi partie intégrante.

Dans son ensemble, le traité qui vous est soumis ne diffère pas sensiblement des traités de commerce auxquels la Législature belge a déjà donné son approbation, et notamment du traité du 22 juin 1904 avec l'Empire allemand.

Pour apprécier à sa juste valeur cet acte diplomatique, il convient de se souvenir des difficultés extrêmes avec lesquelles une partie de l'opinion austro-hongroise a accepté la conclusion des nouveaux traités de commerce, difficulté que le chancelier de Bülow mentionnait en termes exprès dans son discours du 1^{er} février 1905 au Reichstag.

« En stipulant pour ces traités, ajoutait le Prince de Bülow, une durée de douze ans, nous avons assuré la stabilité des relations commerciales et des échanges entre nations, stabilité qui est pour nous et notre exportation une question vitale. »

Nous pouvons appliquer ces paroles autorisées au renouvellement de nos traités avec les deux empires de l'Europe centrale, et nous féliciter de voir l'Acte du 12 février 1906 compléter cette œuvre de paix et de prospérité.

Il est à espérer que les négociations avec d'autres pays européens, dont le Gouvernement a fait part à la Section centrale chargée de l'examen du Budget des Affaires étrangères pour l'exercice écoulé, pourront aboutir aussi heureusement.

Votre Commission spéciale a voté à l'unanimité l'article unique du projet de loi approuvant le traité conclu le 12 février 1906 entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie.

Elle a l'honneur d'en proposer l'approbation à la Chambre.

Le Rapporteur,
B^{on} LÉON DE BÉTHUNE.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



(8)

(1)

(N° 94)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 FEBRUARI 1906.

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het handels- en scheepvaartverdrag, gesloten den 12ⁿ Februari 1906, tusschen België en Oostenrijk-Hongarije ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE BÉTHUNE.

MIJNE HEEREN,

Eene lange reeks jaren zijn onze handelsbetrekkingen met Oostenrijk-Hongarije beheerd geweest door het handelsverdrag van 23 Februari 1867, dat stilzwijgenderwijze verlengd werd na verloop van het tijdperk waarvoor het was gesloten.

Die onzekere toestand nam een einde door het verdrag op 6 December 1891 onderteevend, te gelijker tijd als het verdrag met Duitschland, dat denzelfden datum draagt en van dezelfde beginselen uitgaat.

Te dien tijde bedroeg onze ruilhandel met het Oostenrijksche Keizerrijk een vijftigtal millioenen. Dank aan het verdrag van 6 December 1891, klom dit bedrag, in 1904, tot 81,429,000 frank, te weten 33,331,000 frank voor den invoer en 46,078,000 voor den uitvoer.

Die cijfers betreffen den algemeenen handel. Voor den bijzonderen handel bedragen ze enkel 10,340,000 (invoer) en 19,692,000 frank (uitvoer).

Iedereen zal de belangrijkheid bemerken van onzen doorvoer over Oostenrijk-Hongarije en van den doorvoer der Oostenrijksche voortbrengselen over België. Volgens onze statistieken zijn de bijzonderste Oostenrijksche waren,

(1) Wetsontwerp, n° 90.

(2) De Commissie, onder voorzitterschap van den heer SCHOLLAERT, was samengesteld uit de heeren BERTRAND, CARTON DE WIART, DE BÉTHUNE, GIROUL, HOVOIS en POLET.

die over België worden doorgevoerd, de eieren, het vleesch en de ruwe of bewerkte vellen, terwijl de rechtstreeks ingevoerde waren, voor ons land bestemd, vooral zijn : hout, verfwaren en kleuren.

Voor al wapens, allerhande garens en weefsels, ruwe weefstoffen worden uit België naar Oostenrijk-Hongarije uitgevoerd, en dezelfde waren benevens machine's, materieel voor tramwegen, ruwe bergstoffen, kramerij en ijzerwinkelwaren worden vooral over Oostenrijk doorgevoerd naar de Balkaansche en Oostersche landen.

Om den toestand juist te beseffen, dient er echter opgemerkt dat de Oostenrijksche statistieken niet volstrekt overeenkomen met de onze. Terwijl wij immers onzen bijzonderen uitvoer voor Oostenrijk-Hongarije, in 1904, op 19,692,000 frank schatten, wordt die uitvoer in de Oostenrijksche statistieken geschat op 36,954,000 kronen, en hetzelfde verschil bestaat voor den Oostenrijkschen invoer in België, welken wij op 10,340,000 frank berekenen, terwijl Oostenrijk spreekt van 19,078,000 kronen.

Ongetwijfeld is dat verschil in de statistieken te wijten aan de verschillende wijze van opmaken. Toch is het waarschijnlijk dat onze handel met Oostenrijk belangrijker is dan onze eigene cijfers het aanduiden en dat een vrij groot gedeelte der Oostenrijksche-Hongaarsche waren ons toekomen met den stempel en onder den deknaam van Duitsche handelaars.

Wat er ook van zij, de besproken cijfers bewijzen hoe belangrijk onze handelsbetrekkingen zijn met Oostenrijk-Hongarije en hoeveel vooruitgang werd gemaakt dank aan het verdrag van 6 December 1891.

Dat verdrag werd verleden jaar door Oostenrijk-Hongarije opgezegd; 't was het natuurlijk en voorziene gevolg van de opzegging van het verdrag op denzelfden datum gesloten.

Onze betrekkingen met het Duitsch Tolverbond zijn thans beheerd door het verdrag van 22 Juni 1904 en het Oostenrijksch-Belgisch verdrag van 12 Februari 1906 komt die schikking gelukkigerwijze aanvullen; onze handelsbetrekkingen met de twee groote keizerrijken van Midden-Europa zijn aldus hersteld voor een nieuw tijdvak van twaalf jaar, op den voet van bestendigheid waarbij ze zooveel voordeel vonden van 1902 tot 1905.

Voor 't overige komen tusschen de verdragen door België gesloten met Oostenrijk en met Duitschland eenige verschillen voor, welke dienen aangewezen te worden.

Eerst en vooral verschilt de vorm. Het verdrag van 22 Juni 1904 tusschen België en Duitschland, is een aanvullend verdrag van het verdrag van 6 December 1891 en bepaalt zich erbij, in dit laatste verdrag dat behouden wordt, de nieuwigheden van beginsel en de nieuwe tolbepalingen, door de verdragsluitenden ingevoerd, in te lasschen. Het verdrag tusschen Oostenrijk en België is daarentegen eene algemeene hernieuwing van de bepalingen welke voortaan de betrekkingen tusschen beide landen zullen beheeren, zonder verzending naar den tekst van het ingetrokken verdrag.

Het werk der onderhandelaars voor het Belgisch-Duitsch verdrag blijkt aldus meer met de overleveringen rekening te houden en meer te strooken met het stelsel der bestendigheid, hetwelk men wenscht te huldigen op handelsgebied, terwijl de uiterlijke vorm van ons verdrag met Oostenrijk-Hongarije schooner voorkomen heeft en gemakkelijker is.

In den grond is de algemeene en wederzijdsche behandeling van de meest bevoordeelde natie de grondslag van de akte van 12 Februari 1906, evenals van het verdrag van 7 December 1891. Maar de toepassingen van dat beginsel zijn meer talrijk, meer bepaald en meer ontwikkeld in het nieuwe dan in het vroeger verdrag.

Zoo voert artikel 2 van het verdrag van 12 Februari 1906 eene bepaling in welke niet te vinden is in het vroeger verdrag.

Naar luid van die bepaling, worden de onderhoorigen van elke der verdragsluitende Partijen, in de gebieden der andere, vrijgesteld van allen krijgsdienst, zoowel in de land- en zeemacht als in de militie en de burgerwacht; anderzijds in zake van verstrekkingen worden zij behandeld als de inlanders.

Artikel 3 huldigt de wederzijdsche zelfde behandeling voor de voortbrengselen uit den grond en van de nijverheid, hetzij ze bestemd zijn voor verbruik, entreposeering of doorvoer, en schenkt het voordeel der meest begunstigde natie, op deze twee uitzonderingen na :

1° De bevoegdheid voor beide partijen om begunstigen te verleenen tot het vergemakkelijken van het grensverkeer; eene soortgelijke bepaling staat in ons verdrag met Duitschland (artikel 8).

2° De verplichtingen, aan eene der verdragsluitende Partijen opgelegd door verbintenissen van een reeds gesloten of later te sluiten tolverbond.

Die dubbele voorbehouding strookt met de wenschen uitgedrukt in het verslag der Commissie van onzen Hoogeren Nijverheids- en Handelsraad over het hernieuwen van de handelsverdragen, door die vergadering aangenomen ter zitting van 12 Juni 1904.

« Elke gunst, elke vrijstelling en elke vermindering van het tarief der invoerrechten welke eene der verdragsluitende Partijen aan eene derde Mogendheid zal verleenen », zoo luidt dat verslag, « zal onmiddellijk en zonder voorwaarden moeten uitgestrekt worden tot de voortbrengselen van de andere. De eenige aan te nemen voorwaarde zou de voorbehouding zijn voor 't geval van tot stand komen van tolverbonden. Deze bonden dienen om de handelsbetrekkingen onder de volkeren nauwer toe te halen en zijn dus een vooruitgang naar den wereld-vrijhandel. Zij verbreeden den werkring der nijverheid ».

Die voorbehouding, welke insgelijks te vinden is in het verdrag van 7 December 1891, beantwoordt ook de bekommelingen der geleerden, zooals Dr Juliaan Wolf en Dr T. Bödiker, die, op een overigens louter wetenschappelijk en theoretisch gebied, als de apostels van het Handelsverbond van Midden-Europa zijn opgetreden.

Het voornoemd verslag van den Hoogeren Nijverheids- en Handelsraad rechtvaardigt insgelijks de bepaling betreffende het vergemakkelijken van den plaatselijken handel dat aan de aaneengrenzende landen moet toegelaten zijn : « Er moeten bijzondere schikkingen kunnen genomen worden, zegt het verslag, om den handel rond de grenzen te vergemakkelijken. »

Bij artikel 4 van het verdrag zijn twee tarieven, *A* en *B*, gevoegd met vermelding van het hoogste invoerrecht dat van weerszijden kan geïnd worden op de daarin vernoemde voortbrengselen.

Tarief *A* regelt de rechten in België te innen op de Oostenrijksche waren, zooals stijfsel, schapen, gevogelte, bier, eikenhout, vlagarens, linnengoed, meubelen in gekromd hout, papier, geneeskundige zouten en andere soortgelijke waren, sommige villen, gedood wild en gevogelte. Voor meestal die waren bepaalt het verdrag zich erbij, den vroegeren toestand bestendig te maken.

Doortarief *B* (Belgische waren in Oostenrijk-Hongarije ingevoerd) bekomen wij hetzij de besteding, hetzij eene vermindering van de rechten volgens het algemeen Oostenrijksch-Hongaarsch tarief. Dat is het geval met de versche druiven en 't fruit, het gevogelte, de oesters en kreeften, de stearine, de verschillende oliën, de vleeschextracten, de verschillende garens en weefsels, de nijverheids-leersoorten, het glas, de marmer- en kalksteenplaten, de landbouwmachine's.

De Toelichting doet terecht opmerken dat benevens die waren, er een zeker aantal bestaan, waarbij de Belgische uitvoer ook belang heeft, en waarvoor de Oostenrijksch-Hongaarsche Regeering reeds, bij overeenkomst, voordeelen aan Duitschland heeft toegezegd. Die voordeelen komen België ten goede krachtens de bepaling betreffende de behandeling als de meest begunstigde natie.

Maar daarenboven bekomen wij voor sommige waren voordeelen welke niet vergund werden door het Oostenrijksch-Duitsch verdrag. Dat is het geval met «de levende planten, zelfs in gewone potten, in bakken of iets dergelijks», de palmen, laurieren, indische azalea's, woudplantsoen. Die toegeving zal gunstig onthaald worden door onze Vlaamsche hofbouwers.

Het verdrag verleent ons ook nieuwe verminderingen voor sommige bijzondere voortbrengselen der Luiksche nijverheid, zooals geweren, revolvers, karabijnen en losse stukken van vuurwapens

Artikel 3 bedoelt de verschillende rechten welke bestaan in Oostenrijk-Hongarije, en artikel 10 de inlandsche octrooien en de accijnsen; die bepalingen kwamen reeds voor in het verdrag van 6 December 1891 of in het eraan toegevoegd slotprotocol.

Artikelen 7 en 9 betreffen den doorvoer: dit laatste artikel behelst eene nieuwe bepaling geschikt om den doorvoer van wapens en munitie te vergemakkelijken.

Artikel 8 is de herhaling van eene bepaling van het verdrag van 6 December 1891; het voorziet den toestand voortvloeiende uit de bestaande of later mogelijk tot stand te brengen Staatsmonopolie's en andere bepalingen betreffende den openbaren gezondheids- en veeartsenijdienst, de gevallen van oorlog, enz.

Die verschillende bepalingen strooken met de beginselen over 't algemeen voor het internationaal recht aangenomen.

Artikel 11 regelt den toestand der handelsreizigers. De twee laatste para-

grafen van dit artikel zijn eene bijvoeging aan de bepalingen van het verdrag van 6 December 1891. Ze luiden als volgt :

« De wederuitvoer der stalen moet in de gebieden der verdragsluitende Partijen bij den invoer gewaarborgd zijn, 't zij door neerlegging van het bedrag der respectieve tolrechten, 't zij door borgstelling.

» De voorwerpen in edelmetaal, die na vervulling der formaliteiten betreffende tijdelijken invoer en mits storting van eenen borgtocht, overeenkomende met de handelswaarde der waren, ingevoerd worden door handelsreizigers alleen met het doel om als stalen getoond te worden en welke dienvolgens niet in het vrije verkeer mogen komen, worden, op aanvraag der belanghebbenden, vrijgesteld van het stempelen voor den waarborg van de voorwerpen in edelmetaal. De gestorte borgtocht kan verbeurd worden bij niet-uitvoer der stalen binnen de voorgeschreven termijnen. »

De andere bepalingen betreffende de handelsreizigers zijn de herhaling van de schikkingen van het vroeger verdrag, nader toegelicht, namelijk met het oog op de verbruikswaaren als stalen ingevoerd.

Artikelen 12 en 14 zijn nuttige nieuwigheden. Naar luid van artikel 12 en 14 zullen de vennootschappen, met inbegrip van de verzekeringsmaatschappijen, in beide landen geldig ingericht. wederkeerigheid genieten. Beide Staten beloven eene overeenkomst te sluiten betreffende den nijverheidseigendom en bepalen in afwachting zich vooralsnu te houden aan het bestaande stelsel betreffende de fabrieks- en handelsmerken.

De behandeling voorbehouden aan de nationale vlag en de bevoegdheid der consuls in zeevaartzaken worden geregeld door artikel 13 en 16, overeenkomstig het vroeger verdrag van 6 December 1891.

Artikel 15 huldigt echter eene nuttige nieuwigheid door overeenkomstig de thans algemeene aangenomen internationale beginselen, de vrijstellingen en voorrechten te regelen wat de consuls betreft.

Artikel 17 bepaalt dat het tegenwoordig verdrag zich uitstrekt tot de landen die thans behooren of later zullen behooren tot het tolgebied van elke der verdragsluitende Partijen.

Artikel 18 onderwerpt aan een scheidsgerecht de moeilijkheden betreffende de uitlegging of de toepassing van het verdrag. Het luidt als volgt :

« Wanneer tusschen de verdragsluitende Partijen een verschil van meening mocht ontstaan over de uitlegging en de toepassing van de aan dit verdrag toegevoegde tarieven *A* en *B*, met inbegrip van de bijkomende bepalingen betreffende die tarieven, of over de feitelijke toepassing, ten aanzien van de uitvoering der andere verdragstarieven, van de bepaling betreffende de behandeling als de meest begunstigde natie, zal het geschil, zoo eene der verdragsluitende Partijen zulks vraagt, door scheidsrechterlijke uitspraak beslecht worden.

» Voor elk geschil zal het scheidsgerecht zoodanig worden samengesteld, dat iedere verdragsluitende Partij, onder de onderhoorigen van haar land, twee bevoegde personen tot scheidsrechters aanstelt, die eenen onderhoorige

van een bevrienden derden Staat tot opperscheidsman verkiezen. De verdragsluitende Partijen behouden zich voor den persoon, die in geval van geschil het ambt van opperscheidsman zou waarnemen, op voorhand en voor een bepaald tijdsbestek aan te wijzen.

» Bij voorkomend geval en onder voorbehoud van eene bijzondere overeenkomst daaromtrent, zullen de verdragsluitende Partijen ook tot scheidsrechterlijke uitspraak brengen de verschillen van meening, die tusschen haar mochten ontstaan over de uitlegging of de toepassing van andere dan in de eerste alinea bedoelde bepalingen van dit verdrag.

» Omtrent de procedure in de gevallen, waarin op grond van de eerste en de derde alinea van dit artikel eene scheidsrechterlijke opdracht plaats vindt, wordt tusschen de verdragsluitende Partijen overeengekomen wat volgt :

» Bij het eerste geschil, heeft het scheidsgerecht zijnen zetel in de gebieden van de beklaagde verdragsluitende Partij; bij het tweede geschil, in de gebieden van de andere Partij en zoo bij afwisseling in de gebieden van elke der verdragsluitende Partijen. Die der Partijen, in welker grondgebieden het scheidsgerecht vergaderen zal, bepaalt de plaats voor den gerechtszetel; zij heeft te zorgen voor het verstrekken van de lokalen, van de schrijvers en van het dienstpersoncel, welke het scheidsgerecht voor zijne werkzaamheden behoeft. De opperscheidsman is voorzitter van het scheids-gerecht. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen.

» De verdragsluitende Partijen zullen hetzij bij elk geschil, hetzij eens voor altijd, zich met elkander verstaan omtrent de door het scheidsgerecht te volgen procedure. Bij gebrek aan zulke verstandhouding, wordt de procedure door het scheidsgerecht zelf geregeld. De procedure kan schriftelijk zijn wanneer geene der verdragsluitende Partijen zich daartegen verzet. In dat geval kan van de bepalingen van de voorgaande alinea afgeweken worden.

» Betreffende de overmaking van dagvaardingen voor het scheidsgerecht en de gevolggeving aan de daarvan uitgaande opdrachten, zullen de overheden van elke der verdragsluitende Partijen, op de door het scheids-gerecht bij de bevoegde Regeering in te dienen aanvraag, op dezelfde wijze rechtshulp leenen als op de aanvragen der inlandsche burgerlijke rechtbanken.

» De verdragsluitende Partijen zullen hetzij bij elk geschil, hetzij eens voor altijd, zich met elkander verstaan omtrent de verdeling van de kosten. Bij gebrek aan zulke verstandhouding, zal artikel 57 van de Haagsche Overeenkomst van 29 Juli 1899 omtrent de vreedzame beslechting van internationale geschillen toepassing vinden. »

Die bepalingen strooken met artikel 12a van het verdrag van 22 Juni 1904 met het Duitsche Keizerrijk. In diezelfde gedachtenorde legde de Regeering er zich op toe, in de verdragen tot scheidsgerecht verleden jaar getroffen met verschillende Staten, een zelfde beginsel op te nemen in zake van geldelijke klachten. Er dient opgemerkt hoezeer onderhavig verdrag de pleegvormen van het scheidsgerecht nauwkeurig bepaalt. Die nauwkeurigheid is de beste waarborg van de degelijke werking der bepaling aangaande het scheids-gerecht.

Het verdrag moet in werking treden op 1 Maart 1906; het dient dus bij dringendheid aangenomen te worden; het zal van kracht blijven tot 31 December 1917.

De verdragsluitende Partijen houden zich echter de bevoegdheid voor, dit verdrag op te zeggen twaalf maanden vóór 31 December 1915, in welk geval zijne werking zal ophouden op 1 Januari 1916. Mocht geene van de verdragsluitende Partijen van die bevoegdheid gebruik maken en twaalf maanden vóór 31 December 1917 geene kennis hebben gegeven van haar voornemen, om de uitwerking ervan te doen ophouden, dan zal het verdrag van kracht blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of de andere verdragsluitende Partij het zal hebben opgezegd.

In beginsel vervalt het verdrag dus te gelijker tijd als het verdrag van 22 Juni 1904 met Duitschland. Maar terwijl de vervalldag van 31 December 1917 voor Duitschland een verplicht minimum is, behoudt het verdrag met Oostenrijk-Hongarije aan partijen het recht voor tot opzegging tegen den vervalldag van 31 December 1915.

't Is te hopen dat er geen gebruik zal gemaakt worden van dat recht en dat, in 't belang van den Europeeschen handel, de vervalldag dezelfde zal blijven voor al de verdragen van Midden-Europa.

Bij den tekst van het verdrag is een slotprotocol gevoegd, denzelfden datum dragende en insgelijks onderworpen aan de goedkeuring der Wetgeving.

De gewichtigste bepaling van dat slotprotocol is de toevoeging aan artikel 4 van het verdrag, bepalende, in denzelfden aard als het verdrag tusschen België en Duitschland, de grondslagen voor het berekenen en voor het mogelijk omzetten van de thans bestaande rechten naar de waarde (*ad valorem*). De Oostenrijksche-Hongaarsche Regeering beperkt echter tot vier artikelen van het tarief, haar belang in de onderhandelingen betreffende het veranderen van onze rechten *ad valorem* in specifieke rechten. Hier ook was de tusschenkomst van het scheidsgerecht duidelijk aangewezen, en het doet ons genoeg het verdrag hier te zien toepassen.

Andere bepalingen vrijwaren Oostenrijk-Hongarije tegen eene te sterke verhooging van de rechten op gezaagd eikenhout en laten den invoerders uit Oostenrijk-Hongarije vrije keus tusschen de rechten van ons algemeen tarief en die van het tarief A, bij het verdrag gevoegd.

Huisraad en eigene kleederen, alsook de blijkbaar reeds gebruike gereedschappen, zullen wederzijds vrij toegelaten zijn, indien de eigenaars ervan zich komen vestigen op het grondgebied van een van beide landen.

Die verschillende bepalingen van het slotprotocol worden verbonden aan artikelen 1 en 4 van het verdrag, waarvan zij aldus onafscheidbaar deel uitmaken.

In zijn geheel beschouwd verschilt het verdrag niet merklijk van de handelsverdragen, aan dewelke de Belgische Kamers onlangs hare goedkeuring hechtten, en namelijk van het verdrag van 22 Juni 1904 met het Duitsche Keizerrijk.

Om de wezenlijke waarde van dat diplomatisch werk te beseffen, dient men zich te herinneren hoe uiterst moeilijk een gedeelte der openbare meening in Oostenrijk-Hongarije de sluiting aannam van de nieuwe handelsverdragen, van welke moeielijkheid de kanselier von Bülow gewaagde in uitdrukkelijke bewoordingen in zijne redevoering van 1 Februari 1905 in den Reichstag.

« Door voor die verdragen, voegde Prins von Bülow erbij, een duur van twaalf jaar te bepalen, hebben wij voor de bestendigheid gezorgd van onze handelsbetrekkingen en van de ruilingen onder de volkeren, bestendigheid welke voor ons en onzen uitvoer een levensvraagstuk is. »

Die woorden van een bevoegd man kunnen wij toepassen op de hernieuwing van onze verdragen met de twee keizerrijken van Midden-Europa en wij mogen ons gelukkig achten het verdrag van 12 Februari 1906, dat werk van vrede en welvaart, te zien bekrachtigen.

Het is te hopen dat de onderhandelingen met andere Europeesche landen, waarvan de Regeering kennis gaf aan de Middenafdeeling belast met het onderzoek van de Begrooting van Buitenlandsche Zaken voor verleden dienstjaar, een even gelukkigen uitslag zullen hebben.

Uwe Bijzondere Commissie heeft eenparig het eenig artikel aangenomen van het wetsontwerp tot goedkeuring van het verdrag op 12 Februari 1906 gesloten tusschen België en Oostenrijk-Hongarije.

Zij heeft de eer der Kamer voor te stellen, het op hare beurt goed te keuren.

De Verslaggever,
B^{on} LÉON DE BÉTHUNE.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

